

[COLLECTIVITÉS TERRITORIALES < HTTPS://AUTREMENTAUTREMENT.COM /CATEGORY/COLLECTIVITES-TERRITORIALES/>](https://autrementautrement.com/category/collectivites-territoriales/)

[ESPACES PUBLICS < HTTPS://AUTREMENTAUTREMENT.COM/CATEGORY/ESPACES-PUBLIQUES/>](https://autrementautrement.com/category/espaces-publiques/)

[TRANSFORMATION PUBLIQUE < HTTPS://AUTREMENTAUTREMENT.COM /CATEGORY/TRANSFORMATION-PUBLIQUE/>](https://autrementautrement.com/category/transformation-publique/)

Agir avec Bruno Latour (1) – Ré-apprendre à faire territoire

 Par [Auteur-e-s invité-e-s < https://autrementautrement.com/author/invite/>](https://autrementautrement.com/author/invite/)



[17 mars 2021 < https://autrementautrement.com/2021/03/17/agir-avec-bruno-latour-deplier-nos-geographies-de-subsistance-pour-recommercier-a-faire-territoire/>](https://autrementautrement.com/2021/03/17/agir-avec-bruno-latour-deplier-nos-geographies-de-subsistance-pour-recommercier-a-faire-territoire/)



Superstudio, Grid, 1969

Temps de lecture : 8 minutes

Pour réfléchir aux “métamorphoses de l’action publique”, un petit groupe

d'agents publics, designers, chercheurs et praticiens politiques se réunit régulièrement à l'invitation de Vraiment Vraiment. Le 9 mars, ce groupe a eu le plaisir d'échanger avec Bruno Latour, Maÿlis Dupont et Baptiste Perrissin-Fabert pour chercher les ponts et le commun entre la pensée et les actions de Bruno Latour et de ses complices, et celles du groupe et de ses membres. Nicolas Rio et Mathilde François, de [Partie Prenante < https://partieprenante.com >](https://partieprenante.com), en ont tiré ce texte, peut-être le premier d'une série "Agir avec Bruno Latour".

Mardi dernier, à l'invitation de Romain Beaucher et de Vraiment Vraiment, nous avons eu la chance d'engager la discussion avec Bruno Latour sur les nécessaires transformations de l'action publique face à ce qu'il appelle le « [Nouveau Régime Climatique < http://www.bruno-latour.fr/node/634.html >](http://www.bruno-latour.fr/node/634.html) ». Les échanges ont ouvert l'appétit, tant la pensée de Latour interpelle notre lecture habituelle de l'Etat, de la société et de la transition écologique. Mais ils laissent aussi sur sa faim. Deux heures d'échanges à batons rompus, c'est bien peu pour passer de la théorie à la pratique !

C'est pourtant l'objectif. En s'impliquant dans le débat public, Bruno Latour ne se contente pas de renouveler nos grilles de lecture théoriques ; avec ses deux derniers livres, il entend nous aider à s'orienter. Et si on poursuivait la réflexion à l'écrit, pour imaginer ce que voudrait dire « agir avec Bruno Latour » (en écho à la publication [Le cri de Gaïa, penser avec Bruno Latour < https://www.editions-ladecouverte.fr /le_cri_de_gaia-9782359251975 >](https://www.editions-ladecouverte.fr/le_cri_de_gaia-9782359251975)) ?

Nous nous sommes prêté au jeu, en essayant de clarifier comment la pensée de Latour constitue une ressource pour l'action (publique) et esquisser d'autres questionnements (plus ou moins) opérationnels. Il s'agit d'une lecture subjective, ancrée dans une pratique professionnelle de conseils en coopérations territoriales auprès des collectivités locales et alimentée par les échanges du groupe réuni par VV sur les métamorphoses de l'action publique. Ce papier est à prendre comme un *work in progress*, écrit à tâtons (c'est le problème des grands penseurs, on n'est jamais sûr de bien les comprendre). Comme une invitation à poursuivre la série : et vous, comment vous agissez / agiriez après avoir lu Bruno Latour ?

Déplier nos liens de subsistance pour éviter le piège du hors-sol... et du localisme

« Territoire de subsistance » : c'est cette formule qui résumerait le mieux en quoi la pensée de Latour constitue une ressource pour notre travail de consultants et le dialogue qu'on tisse avec les collectivités. Elle nous aide à penser la juste place du

local et des territoires, sans tomber dans le piège de croire à leur autonomie totale.

A travers cette formule, Latour élargit notre compréhension des territoires en passant d'une définition cartographique et administrative (« *fait territoire tout ce qu'on peut localiser sur une carte en l'entourant d'un trait* ») à une définition « *éthologique : dites-moi de quoi vous vivez, et je vous dirai jusqu'où s'étend votre terrain de vie* » (Où suis-je ?, p. 95). Ce renversement devrait inspirer les nombreux diagnostics que lancent les collectivités au moment d'élaborer leur projet de territoire. Le but n'est pas d'avoir une photographie la plus objective possible de ce qu'il y a à l'intérieur d'un périmètre, mais de dresser la « *liste des interactions avec ceux dont on dépend* », quels qu'ils soient et où qu'ils soient. Latour souligne **l'importance de ce travail de description lent et difficile, au croisement entre l'individuel et le collectif**, pour tirer l'ensemble des fils qui participent à notre (sur)vie et observer la géographie en réseau qui s'en dégage. Il l'a d'ailleurs testé, sous forme **d'ateliers expérimentaux à Saint-Junien et à la Châtre** < <https://ouaterrir.fr/index.php/ressources/> >, au croisement entre les arts vivants et l'éducation populaire. Ou comment la théorie de l'acteur-réseau devient une boussole à mettre dans le main de tout élu local !

Cette définition a le mérite de montrer qu'il est impossible de réduire un territoire à un périmètre géographique, avec une démarcation nette entre un dedans et un dehors. Latour n'est pas le seul à l'affirmer, d'autres l'ont dit avant lui (on pense aux travaux de Daniel Béhar, Philippe Estèbe et Martin Vanier, ou Laurent Davezies et Magali Talandier sur les systèmes territoriaux, ou encore ceux de Sabine Barles sur les métabolismes urbains). En introduisant la notion de « subsistance » en lien avec la question climatique, Latour rend cette vision encore plus actuelle, et plus tangible à l'échelle individuelle. Il souligne aussi que l'attention au sol et à la terre ne peut se réduire à une certaine fascination pour le local : « *Atterrir ce n'est pas devenir local – au sens de la métrique usuelle – mais capable de rencontrer les êtres dont nous dépendons, aussi loin qu'ils soient en kilomètres.* » (Où suis-je ? p. 96). Comme tout organisme vivant, **les territoires sont une entité « hétérotrophes »** nous dit Latour, c'est-à-dire qu'« *ils dépendent d'autres formes de vie pour exister* ». Il serait donc vain d'en rechercher l'autonomie complète.

Un autre apport de Latour pour les politiques territoriales consiste à dépasser la notion « d'environnement », qui conduirait à dissocier le territoire comme réalité physique (« naturelle ») et le territoire comme réalité humaine (« artificielle »). La notion de « **zone critique** » < <https://zkm.de/en/exhibition/2020/05/critical-zones> > souligne au contraire leur imbrication... et sa fragilité. **Les territoires sont une composition entre une multiplicité de vivant qui doivent cohabiter au sein d'une zone**

critique (cette fine couche allant du sous-sol à l'atmosphère, qui rend la vie possible). Les humains ne sont qu'un des occupants parmi d'autres de cet écosystème vivant et fragile, en permanente recomposition. Et ils sont comme les autres, confrontés à la nécessité de maintenir l'habitabilité de cette zone critique de plus en plus mise à mal, pour permettre à la vie de perdurer. « *On ne peut plus s'échapper, mais on peut habiter d'une autre façon le même lieu, ce qui fait reposer toute l'acrobatie sur les nouvelles manières de se situer autrement au même endroit* » (Ou suis-je ? p71)

Reprendre la carte en main pour réussir à se repérer

Pour résumer, on pourrait retenir trois principes d'action à partager avec les collectivités locales pour engager ce travail d'auto-description collective :

- **Accepter de se laisser désorienter pour regarder dans toutes les directions et y rechercher des indices.** Avant de sortir la boussole proposée par Latour, il faut d'abord assumer d'être un peu perdu. « *Où sommes-nous ?* » : la question n'est plus une évidence, quand la globalisation est venue brouiller notre géographie de subsistance et que l'anthropocène fait que la terre s'effrite sous nos pieds en remettant en cause les conditions d'habitabilité de chaque morceau de territoire. En somme, Bruno Latour nous invite à éteindre notre GPS (qui nous dit où aller sans nous permettre de savoir où on se trouve : *dans 300m, prenez à droite et restez sur la voie de gauche*) et à reprendre une bonne vieille carte IGN (*quels sont les éléments du territoire environnant qui pourraient nous aider à savoir où nous nous trouvons ?*).
- **Partir de notre quotidien pour suivre les relations de subsistance sur lesquelles il repose, pour voir ensuite les géographies que cela dessine.** Pour tracer nos territoires, il nous faut donc repartir de nos besoins primaires (se nourrir, se loger, se vêtir...) puis remonter progressivement (« de proche en proche ») leurs chaînes d'approvisionnement. D'où viennent les boîtes de conserves que j'achète dans mon supermarché ? Qui a fabriqué la laine de mon pull et qui l'a mélangé à du polyester ? Un travail d'enquête qui peut emmener loin du territoire de départ, qui n'est pas sans rappeler le film **Louise-Michel** < [**https://fr.wikipedia.org/wiki/Louise-Michel_\(film\)**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Louise-Michel_(film)) > de Kervern et Delépine, quand une ouvrière du textile cherche désespérément à mettre la main sur le responsable de la fermeture de son usine. La notion d'empreinte carbone comme celle de métabolisme urbain aident à outiller ce travail, en donnant à voir le poids des émissions importées et l'ampleur des connexions que la globalisation a longtemps cherché à invisibiliser. Le confinement du printemps dernier en a donné un premier aperçu, tout comme

l'incendie du serveur OVH au moment où j'écris ces lignes : je ne pensais pas que ma vie numérique dépendait d'un entrepôt strasbourgeois).

- **Prendre conscience de la diversité des acteurs dont on dépend, et la rendre visible.** Voilà l'enjeu de tout diagnostic territorial, quel que soit le sujet abordé. Le but n'est plus de construire des agrégats statistiques et d'en mesurer les variations, mais de déplier une chaîne de subsistance composée de plusieurs maillons (qui peuvent être plus ou moins nombreux, et plus ou moins distants). Cette description redonne toute sa force politique au travail de diagnostic. D'une part, elle suppose d'assumer une certaine fragilité : *mon territoire dépend des autres, tout comme ceux qui l'occupent*. D'autre part, elle crée des obligations nouvelles : « *Si vous avez enregistré avec peine ces formes de vie, c'est qu'elles mordent sur la description et qu'elles vous engagent à les prendre en considération. (...) Plus votre description devient précise, plus elle vous oblige* » (Où suis-je ?, p. 96).

Décrire nos territoires de subsistance. Et après ?

Ces principes posés, trois questions demeurent comme autant de difficultés pour passer à l'action. La première porte sur les consignes proposées par Latour pour décrire le territoire de subsistance. Latour invite chacun à faire la liste de ce dont il dépend, c'est-à-dire ce qui lui permet de subsister. Ne faudrait-il pas aussi effectuer **la réciproque : quels sont les vivants qui dépendent pour subsister du territoire que j'occupe au quotidien ?** Cette question nous semble encore plus forte dans sa capacité d'interpellation des collectivités et de la population d'un territoire. Elle montre que ce n'est pas qu'une question de vulnérabilités (« je dépend des autres ») mais aussi de responsabilités (« d'autres dépendent de mon territoire, et de ma capacité à en prendre soin »). Elle invite à élargir les acteurs en présence aux autres vivants avec qui nous devons (ré)apprendre à cohabiter sur la zone critique. Cela renvoie à la notion d'inter-dépendances mise en avant par Baptiste Morizot, pour souligner l'importance d'inventer de nouvelles pratiques diplomatiques inter-espèces... et inter-territoires !

La deuxième question est d'ordre pratique, et nous accompagne dans nombre de nos missions auprès des collectivités. Supposons qu'on arrive à cartographier nos territoires de subsistance : **que faire de cette cartographie ? Comment la gouverner collectivement ?** Et là les écrits de Latour apportent peu de réponses (les chercheurs sont surtout là pour nous poser des questions, nous direz-vous). Ça donne pourtant envie de savoir comment cette notion de subsistance apporte un cap à la gouvernance inter-territoriale défendue **par Martin Vanier < <https://livre.fnac.com>**

[/a2817031/Martin-Vanier-Le-pouvoir-des-territoires-essai-sur-](#)

I-interterritorialite> depuis une décennie (reprise par les collectivités avec les contrats de réciprocité et le mot d'ordre « alliance des territoires »). Peut-on reprendre prise sur nos relations de subsistance pour en faire « des liens qui libèrent » ? L'exemple des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne apporte une piste intéressante pour le passage à l'action. L'objectif des AMAP consiste en effet à assumer l'interdépendance entre un paysan et des consommateurs dans leur subsistance réciproque, et à la contractualiser en s'engageant sur l'année pour partager les risques de récoltes aléatoires. Les AMAP ne cherchent pas à revenir à une agriculture vivrière, elles assument le partage des rôles entre des « mangeurs » et des paysans. Elles ne visent pas non plus l'autonomie territoriale : de nombreuses AMAP ont des partenariats avec des paysans situés à plusieurs centaines de kilomètres. L'intérêt des circuits courts repose moins sur la proximité géographique, que sur la suppression des intermédiaires pour rendre (à nouveau) tangible ces situations d'interdépendances. Une AMAP contribue à relier deux lieux distincts pour montrer qu'ils forment un même territoire de subsistance. Et voilà que des citoyens parisiens deviennent préoccupés par les conditions météo du sud de la Seine-et-Marne et de ses conditions d'habitabilité pour la faune et la flore. Crue de la Seine, gel tardif, invasion des altises du fait de la sécheresse...

La troisième question est plus problématique, dans le passage de l'individuel au collectif. Car à la question posée par Latour (« de quels acteurs / quels territoires dépendez-vous pour subsister ? »), chaque habitant risque d'apporter une réponse différente. On peut être voisins tout en ayant des modes de consommation opposés : entre le retraité qui cultive son potager, le cadre d'industrie qui fait ses courses sur Amazon et le jeune couple qui fréquente le drive fermier tout en renouvelant son smartphone chaque année, ces trois géographies se recoupent peu. **Que reste-t-il de commun dans la cohabitation de « terrains de vie » aussi différenciés ? Quelle est la capacité du (pouvoir) local à organiser l'alignement de ces géographies de subsistance ?** La question explique peut-être la préoccupation croissante à créer du commun à l'échelle locale. Elle apporte en tout cas un nouveau regard sur le « projet de territoire », en montrant que « faire territoire » est une quête sans cesse recommencée. Là aussi, les AMAP constituent un exemple éclairant. Au-delà du lien avec les paysans, ces associations contribuent aussi à structurer une « communauté de subsistance » entre une diversité d'habitants d'un quartier qui partagent la même (inter)dépendance auprès d'une ferme et de son maraîcher. Cet exemple pourrait être transposé à d'autres sujets : on voit des initiatives similaires émerger sur la question de l'eau, de l'énergie ou des forêts. De la même façon, les fermetures de commerces, restaurants et équipements durant le confinement ont révélé l'existence de ces communautés de subsistance qui existent à l'état latent autour de chaque point

d’approvisionnement. Ces exemples rappellent que le sentiment d’appartenance à un territoire commun n’est pas une affaire de marketing territorial ou de communication institutionnelle (comme le pratiquent nombre de collectivités), mais un enjeu beaucoup plus prosaïque qui passe par la capacité à mutualiser nos interdépendances.

← “Accepter que le peuple soit libre et sauvage” : entretien avec Valérie Petit, députée. < <https://autrementautrement.com/2021/01/22/accepter-que-le-peuple-soit-libre-et-sauvage-entretien-avec-valerie-petit-deputee/>>

→ La place< <https://autrementautrement.com/2021/04/10/la-place/>>

Haut ↑

Mathias Rollot, Marin Schaffner, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, illustré par Emmanuel Constant

Compte rendu d'ouvrage

Bérénice Gaussuin



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/8128>

DOI : [10.4000/craup.8128](https://doi.org/10.4000/craup.8128)

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Bérénice Gaussuin, « Mathias Rollot, Marin Schaffner, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, illustré par Emmanuel Constant », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], Actualités de la recherche, mis en ligne le 04 juin 2021, consulté le 15 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/craup/8128> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.8128>

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2021.



Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

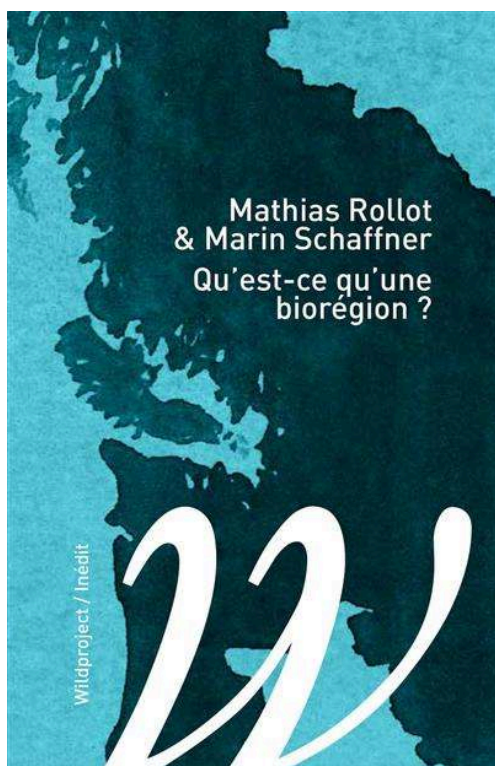
Mathias Rollot, Marin Schaffner, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, illustré par Emmanuel Constant

Compte rendu d'ouvrage

Bérénice Gaussuin

RÉFÉRENCE

Mathias Rollot , Marin Schaffner, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, illustré par Emmanuel Constant, Marseille, Wildproject (Petite bibliothèque d'écologie populaire, n° 12. Dialogue), 2021.



- 1 *Qu'est-ce qu'une biorégion ?* publié en février 2021 aux éditions Wildproject contribue à faire entrer l'architecture dans la famille des humanités environnementales largement mise en lumière par cet éditeur. Les auteurs, Mathias Rollot et Marin Schaffner collaborent ici pour proposer une « boîte à outils théorique tournée vers l'action¹ ». Le sujet du biorégionalisme n'est pas nouveau pour Mathias Rollot, docteur en architecture et enseignant à l'école nationale supérieure d'architecture de Nancy, puisqu'il avait déjà publié *Les territoires du vivant, un manifeste biorégionaliste* (François Bourin, 2018) et traduit, avec Alice Weil, architecte, *L'art d'habiter la terre. La vision biorégionale*² de Kirkpatrick Sale (Wildproject, 2020). Marin Schaffner, ethnologue de formation, codirige la collection de poche des éditions Wildproject et publiait en 2019 *Un sol commun. Lutter, habiter, penser*³, ouvrage qui réunissait les contributions d'autrices et auteurs formant la constellation des humanités environnementales.
- 2 *Qu'est-ce qu'une biorégion ?* propose quatre sections fort différentes les unes des autres : la première et principale est un entretien (ou plutôt une discussion) entre Marin Schaffner et Mathias Rollot. La deuxième, la traduction d'un texte de Leonard Charles, Jim Dodge, Lynn Millimann et Victoria Stockley datant de 1981 (« quizz biorégional »). Ce « quizz » forme une respiration entre la première et la troisième section – la présentation de quatre cas de biorégions – qui sont les deux éléments les plus fournis de l'ouvrage. Enfin, une « bibliothèque biorégionaliste » commente des écrits de référence sur le sujet.
- 3 Le choix de la forme de la discussion entre Marin Schaffner et Mathias Rollot permet d'aborder la biorégion en vingt questions qui traversent cette idée de manière thématique. Ils tentent d'abord de définir la biorégion avec son premier critère : celui du territoire d'un fleuve, un territoire cartographiable sur lequel s'accumulent plusieurs grilles (géographique, topographique, climatique, faunistique, floristique, culturelle, etc.). Ce « réel existant⁴ » peut être relevé et représenté tant par la

cartographie que par les récits qu'y construisent ses « réhabitant·es ». Partant du principe énoncé historiquement par Peter Berg qu'il ne s'agit pas d'attendre quoi que ce soit des dirigeants, les actions des réhabitant·es sont centrales dans le biorégionalisme : ils et elles deviennent les acteur·trices principaux·ales de ce territoire.

- 4 Les auteurs interrogent alors la possibilité de réhabiter des milieux urbains denses, des métropoles, c'est-à-dire des milieux de vie majoritairement artificiels qu'il s'agit de prendre en compte dans la définition d'une biorégion pour dépasser la dualité entre ville et campagne : les espaces urbains et ruraux pouvant être considérés comme deux entités appartenant à une même biorégion.
- 5 L'ouvrage aborde ainsi des thématiques qui traversent le mouvement biorégionaliste notamment dans ses relations avec l'écologie scientifique (qui n'y tient qu'une place marginale), les luttes décoloniales, antipatriarcales, anticapitalistes, antiétatiques et plus largement, ses relations avec l'écologie sociale de Murray Bookchin⁵.
- 6 La deuxième partie de l'ouvrage propose la traduction d'un « quizz biorégional »⁶. En vingt questions, il évalue la compréhension écologique d'un lieu des lecteur·trices : il s'agit de tracer le chemin de l'eau que l'on boit, de nommer des plantes en sachant si elles sont endémiques ou non, des espèces d'oiseaux migrateurs et sédentaires, de pointer le nord, etc. pour savoir si l'on sait où l'on vit ou si au contraire nous ne sommes nulle part.
- 7 La troisième partie présente les études de cas de quatre biorégions par ordre chronologique de description. Ces cas sont agrémentés des dessins de l'artiste Emmanuel Constant, déjà complice de Mathias Rollot pour *Les territoires du vivant*. L'artiste en donne des interprétations graphiques montrant les bassins-versants et quatre strates – géographique, anthropique, hydrographique et biologique – comme des représentations poétiques du réel existant de ces biorégions.
- 8 La biorégion de Cascadia, décrite dans les années 1980, regroupe sur la côte ouest d'Amérique du Nord, la province de Colombie-Britannique au Canada et les États de Washington et d'Oregon aux États-Unis d'Amérique. Le texte choisi par Mathias Rollot et Marin Schaffner est celui de David Mc Closkey écrit en 2014 pour lequel « les cascades et chutes d'eau sont la signature de cette région⁷ ».
- 9 Le texte de Giuseppe Moretti présente quant à lui la biorégion du bassin fluvial du Pô en Italie décrite dans les années 1990 : « L'origine de cette biorégion est la même que celle du plus grand cours d'eau qui la traverse, le Pô – que nos anciens appelaient Eridano⁸. »
- 10 Les deux dernières biorégions ont l'originalité de ne pas exister en ces termes. L'une est proposée par l'architecte Chloé Gautrais qui apporte ses recherches de 2019 sur la biorégion-écotone du Sancy en France. L'autre par Marin Schaffner qui imagine ce que pourrait être une pensée biorégionaliste appliquée au bassin méditerranéen avec la biorégion des oliviers.
- 11 La dernière partie de l'ouvrage est la « bibliothèque biorégionaliste » ou bibliographie raisonnée et commentée par Mathias Rollot de dix ouvrages anglophones, dix ouvrages italophones et dix ouvrages francophones. Classés par langue, ils le sont ensuite par ordre chronologique montrant la naissance du mouvement en Amérique du Nord dans les années 1970 avant son implantation en Europe par l'Italie dans les années 1990. Cette bibliographie ferme l'ouvrage, incitant les lecteur·trices à aller plus loin, faisant de ce livre une sorte d'entrée en matière biorégionaliste.

Définir la biorégion

- 12 À la question « Qu'est-ce qu'une biorégion ? » qui inaugure la discussion entre les deux auteurs et donne son titre à l'ouvrage, Mathias Rollot indique immédiatement que si la question est à priori simple, elle appelle une réponse complexe puisque le mouvement biorégionaliste (qui porte l'idée que l'ensemble de la biosphère est composé de biorégions) est lui-même traversé par des courants variés et des approches multiples.
- 13 Le passage par l'histoire, déjà largement traité dans *Les territoires du vivant*, semble être un moyen de définir ce mouvement. Cependant, la démarche historique comporte des limites que pointe d'ailleurs Mathias Rollot : si le courant biorégionaliste actuel hérite bien des décennies et des contextes qui l'ont forgé, l'auteur partage ses doutes quant à la possibilité de transférer l'idée née dans les gigantesques territoires nord-américains à d'autres lieux – en France par exemple. L'interrogation est laissée ouverte par Mathias Rollot qui s'intéresse plus à la capacité transformatrice du biorégionalisme.
- 14 Pour autant, il semble qu'une réponse à cette question s'esquisse avec le cas de la biorégion-écotone du Sancy grâce au texte Chloé Gautrais. Cette autrice réfléchit sur ce territoire du Massif-Central en questionnant les limites de la notion de biorégion lorsqu'elle est transférée dans une aire géographique qui ne l'a pas conçue. Pointant l'hégémonie du critère du bassin-versant, elle constate qu'il n'est pas opérant dans le territoire qu'elle cartographie : si le bassin-versant correspond aux territoires nord-américains, la topographie est l'élément qui a le premier rôle dans la constitution des milieux de la biorégion-écotone du Sancy. Révélant combien faire et penser ne peuvent être dissociés, Chloé Gautrais indique que c'est ici la production de cartographies qui l'a amenée à repenser le cadre prédéfini de la biorégion en l'enrichissant du critère nouveau de la topographie.
- 15 Ainsi, les quatre cas présentés ont un rôle majeur dans cet ouvrage puisqu'ils éclairent le faire d'un entretien qui le revendique pourtant et dont les passages les plus lumineux sont ceux qui racontent les actions concrètes des actrices et acteurs historiques ou actuelles ouvrant des possibles où penser et faire se construisent simultanément.

Architecture biorégionale

- 16 La dernière question qu'aborde l'entretien est celle d'une architecture biorégionale pour laquelle Marin Schaffner demande là encore une définition. Mathias Rollot profite de ce moment pour éclairer ce qu'il entend par architecture, soit une « pensée située » et un « faire situé⁹ » dans un contexte. L'architecture est pour lui une discipline qui fait « attention aux choses telles qu'elles sont à un endroit précis¹⁰ ». Partant de ce postulat, l'architecture biorégionale serait celle d'une attitude « anthropomoderne¹¹ », de la posture éthique de l'écocamouflage voire de l'écodisparition. Constatant un écart important entre ce type de positionnement et la production architecturale actuelle qui chercherait le spectaculaire, les auteurs butent sur l'écueil du bâtiment en tant qu'il incarne l'architecture. Cette limite du propos est probablement due au fait que la question n'est pas suffisamment décentrée pour répondre aux impératifs posés par le biorégionalisme : l'architecture biorégionale reste, telle qu'elle est présentée ici, une production de bâtiments. Aussi, les solutions de constructions avec des matériaux locaux et/ou biosourcés, du réemploi, de processus participatifs... bref, de modes de

bâtir qui sont explorés comme autant de réponses techniques ou méthodologiques aux enjeux environnementaux, ne semblent pas à la hauteur de l'idée biorégionale qui appelle, de l'aveu des auteurs, à un changement de paradigme. Ce sont certes des réponses à la fois concrètes et nécessaires, mais qui restent cependant sur l'objet « traditionnel » de l'architecture.

- 17 L'ouvrage peut être considéré comme une étape d'une réflexion en cours d'évolution dans le rapprochement entre biorégionalisme et architecture, rapprochement par ailleurs plus longuement développé dans *Les territoires du vivant* et dans une récente conférence de Mathias Rollot à la faculté d'architecture de Liège¹². Le saut est difficile : la biorégion est une affaire de grande échelle, de territoire à cartographier. L'échelle du bâti semble à priori peu apte à répondre aux attentes d'un tel imaginaire. Peut-être simplement parce que, comme Mathias Rollot le répète à plusieurs reprises, la force de la biorégion est sa capacité à transformer notre rapport au milieu que nous habitons et que l'architecture biorégionale serait une conséquence de cette transformation et non un moteur de la transformation. Si l'enjeu est de changer nos modes de vie, l'architecture biorégionale ne serait peut-être que la modeste conséquence de ce changement et non la cause.
- 18 Puisque les vivants sont au cœur de cette réflexion, peut-être est-ce la figure de l'architecte qui pourrait être interrogée. À la question qu'est-ce qu'une architecture biorégionale, on peut finalement se demander, à la lumière de cet ouvrage : qu'est-ce qui définit, dans le faire et le penser, une approche biorégionaliste pour une architecte ? Après tout, l'architecte n'est-il ou elle pas aussi une réhabitante ?

NOTES

1. Mathias Rollot et Marin Schaffner, « Avant-propos », *Qu'est-ce qu'une biorégion ?* Marseille, Wildproject, 2021, p. 10
2. Publié en 1985 sous le titre *Dwellers in the Land: The Bioregional Vision* (San Francisco, Sierra Club Books).
3. Marin Schaffner, *Un sol commun. Lutter, habiter, penser*, Marseille, Wildproject, 2019.
4. *Qu'est-ce qu'une biorégion ? op. cit.*, p. 15.
5. Murray Bookchin (1921-2006) est un philosophe nord-américain qui propose un rapport renouvelé des humains à leur environnement. Ses travaux cherchent à déconstruire les rapports de domination entre l'humanité et la nature et des humains entre eux.
6. Ce quizz est publié pour la première fois en anglais dans Stephanie Mills et Peter Berg (dir.), *Bioregions, Whole Earth Catalog, CoEvolution Quarterly*, n° 32, hiver 1981.
7. *Qu'est-ce qu'une biorégion ? op. cit.*, p. 80.
8. *Ibid.* p. 84.
9. *Ibid.*, p. 55.
10. *Ibid.*, p. 56.
11. *Idem.*
12. Conférence disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=GzahdNldxeU>

AUTEUR

BÉRÉNICE GAUSSUIN

Bérénice Gaussuin est architecte, diplômée de l'école de Chaillot et membre de la commission du Vieux Paris. Elle est titulaire d'un master 2 en histoire de l'architecture de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Praticienne, elle collabore aux projets de la SARL d'architecture A&M Patrimoine depuis 2013. Elle enseigne également à l'ENSA Paris-Malaquais depuis 2015. Parallèlement, elle termine une thèse de doctorat en architecture à l'université Paris-Est-Sup (ED VTT), au sein du laboratoire Infrastructure Architecture Territoire (LIAT), sous la direction de Dominique Rouillard, professeure HDR. Elle a notamment publié : « Viollet-le-Duc is back. Usages fragmentaires d'une œuvre kaléidoscopiques (1964-1980) », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, 4, 2019, [en ligne] <https://doi.org/10.4000/craup.1559>; « La plasticité idéologique de l'argument patrimonial face à l'infrastructure de transport », dans Dominique Rouillard (dir.), *Public. Infrastructure, architecture, territoire*, Paris, Beaux-Arts de Paris éditions, 2021, pp. 257-274.

Classique

Réhabiter la Californie

Peter Berg &
Raymond Dasmann

Texte de référence du mouvement biorégionaliste, dont la première version parut des seules mains de Peter Berg en 1976, cet exposé pose les bases théoriques pour définir, à travers le cas géographique de la Californie, ce qu'est une « biorégion » où le vivant, humain et non humain, déploie des formes de vie adaptées à son milieu.

Quelque chose est en train de se passer en Californie. Le phénomène est difficile à qualifier ou à quantifier, pour autant que la plupart de ses acteurs ne souhaitent ni être répertoriés, ni être mis en avant. Mais la chose est claire : un peu partout se déploient des communautés de gens qui tentent de nouvelles manières de vivre *sur* et *avec* la Terre. Nous appelons ce phénomène *réhabitation*, un processus qui implique d'apprendre à « vivre *in situ* » (*living-in-place*).

Vivre *in situ*

Vivre *in situ* signifie suivre les nécessités et les plaisirs de la vie telles qu'elles se présentent de façon singulière en un lieu particulier, et développer des moyens d'assurer une occupation durable de ce lieu. Une société qui vit *in situ* s'applique à conserver des échanges équilibrés avec sa région d'accueil au travers de liens multiples entre les vies humaines, les autres entités vivantes et les processus naturels de la planète – saisons, climats, cycles de l'eau – tels qu'ils apparaissent en cet endroit précis. C'est l'antithèse d'une société qui se pense à court terme et « gagne sa vie » (*makes a living*) au moyen d'une exploitation destructrice de la terre et de la vie. Vivre *in situ* est une manière d'être immémoriale, qui a été en quelque sorte désintégrée un peu partout dans le monde, tout d'abord, il y a plusieurs millénaires de cela, par l'émergence d'une civilisation fondée sur l'exploitation et, plus profondément encore, durant les deux derniers siècles, par le développement de la civilisation indus-

trielle. Ce concept de *vie in situ*, toutefois, ne s'oppose pas à l'idée de civilisation – au sens le plus humain du terme. C'est peut-être, tout au contraire, le seul moyen de concevoir une existence vraiment civilisée et durable à la fois.

Au sein de presque toutes les régions de l'Amérique du Nord, dont la majorité de la Californie, les milieux et écosystèmes hébergeant la vie ont été largement affaiblis. La richesse originelle de la diversité biotique a été considérablement réduite et altérée au profit d'un panel étroit de semences et de ressources souvent non originaires des lieux. Un abus chronique a ruiné de larges surfaces d'exploitations agricoles, de forêts et de terres autrefois florissantes. Des déchets de zones industrielles concentrées à l'absurde ont rendu presque invivables un certain nombre de lieux. Mais, indépendamment du mythe du « territoire infini » et de la mentalité conquérante qui ont fini par prédominer sur le continent américain, détruisant les espèces et les peuples indigènes les uns après les autres pour que les envahisseurs puissent gagner leur vie, nous savons maintenant que la perpétuation de l'espèce humaine est intimement liée à la survie des autres formes de vie. Vivre *in situ* contribue à la possibilité d'une telle continuation. Sa mise en place est devenue une nécessité pour les peuples qui voudraient demeurer au sein d'une région sans la dégrader de façon plus désastreuse encore.

Autrefois, toute la Californie était peuplée de gens qui savaient utiliser ses terres avec modération, de sorte à endommager le moins possible sa capacité à accueillir la vie. La plupart d'entre eux ne sont plus de ce monde. Mais si la destructivité de la société technologique peut être convertie de façon à accueillir et soutenir la vie, alors la terre pourra être réhabilitée. *Réhabiter* signifie apprendre à vivre *in situ* au sein d'une aire qui a précédemment été perturbée et endommagée par l'exploitation. Cela signifie devenir originaire d'un lieu, devenir conscient des relations écologiques particulières qui opèrent au sein de ce milieu et autour de lui. Cela signifie entreprendre des activités et faire naître des comportements sociaux capables d'enrichir la vie de cet endroit, de restaurer ses systèmes d'accueil de la vie, et d'y établir un mode d'existence (*pattern of existence*) écologiquement et socialement durable. Dit en peu de mots, cela

74 implique de devenir pleinement vivant, au sein d'un lieu et avec lui. Ce qui implique de demander à faire

partie d'une communauté biotique et cesser de se considérer comme son exploitant.

Des informations utiles aux réhabitants peuvent provenir d'une grande variété de sources. Sont utiles les études menées par les autochtones, en particulier les récits d'expérience de ceux qui ont vécu auparavant à cet endroit – aussi bien ceux qui y ont « gagné leur vie » que ceux qui ont vécu *in situ*. Les réhabitants peuvent se servir de ces informations à leur manière, en inventant de nouvelles façons de vivre et en établissant de nouvelles relations avec la Terre et la vie qui les entoure. Cela pourra aider à déterminer la nature de la biorégion au sein de laquelle ils réapprennent à vivre.

Le processus de réhabitation implique le développement d'une identité biorégionale, quelque chose que la plupart des Nord-Américains ont perdu, ou n'ont jamais eue. Nous définissons le concept de *biorégion* en un sens différent des provinces biotiques de Dasmann (1) et des provinces biogéographiques d'Udvardy (2). Notre terme fait référence autant au contexte géographique qu'au contexte cognitif – autant à un lieu qu'aux idées qui ont été développées à propos des manières de vivre en ce lieu. Au sein d'une biorégion, on trouve une uniformité de conditions d'influence du vivant ; conditions qui à leur tour influencent l'occupation humaine.

Une biorégion peut initialement être déterminée par le biais de la climatologie, de la géomorphologie, de la géographie animale et végétale, de l'histoire naturelle et d'autres sciences naturelles encore. Cependant, ce sont les gens qui y vivent, avec leur capacité à reconnaître les réalités du vivre *in situ* qui s'y pratique, qui peuvent le mieux définir les limites d'une biorégion. Toute vie sur la Terre est interconnectée par un ensemble de moyens assez évidents pour certains, et largement inconnus pour beaucoup d'autres. Entre les êtres vivants et les facteurs qui les influencent, il existe toutefois une résonance particulière, spécifique à chaque endroit de la planète. Découvrir et relever cette résonance est un moyen de décrire une biorégion.

Les réalités d'une biorégion sont, dans l'ensemble, assez évidentes. Personne ne confondrait le désert des Mojaves avec la fertile Vallée Centrale de Californie, ou les terres semi-arides du Grand Bassin et la côte cali-

(1) Raymond F. Dasmann, *A system for defining and classifying natural regions for purposes of conservation*, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), n° 7, Morges (Suisse), 1973.

(2) Miklos D.F. Udvardy, *A classification of the biogeographical provinces of the world*, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), n° 18, Morges (Suisse), 1975.

fornienne. Entre les biorégions majeures, les différences sont suffisamment marquées pour que les peuples n'essayent pas de vivre sur les côtes de l'Oregon comme ils le feraient dans le désert de Sonora. Mais les gradations internes sont nombreuses. Le maquis (*chaparral*) des contreforts du sud de la Californie ne se distingue pas franchement de celui des chaînes côtières du nord de l'État. Les habitudes et comportements des habitants de ces deux régions ainsi que les grands centres urbains auxquels ils sont reliés (San Francisco et Los Angeles) sont toutefois différents, si bien que cela peut produire différentes manières de vivre sur ces terres.

La Californie septentrionale est entourée de montagnes au nord, à l'est et au sud, et s'étend sur une bonne distance le long de l'Océan Pacifique à l'ouest. Parce que les frontières biorégionales dépendent aussi en partie des comportements humains, elles ne peuvent pas être clairement cartographiées. Ces comportements, toutefois, persistent depuis des temps préhistoriques. La région est séparée de la Californie méridionale par la barrière que forment les Monts Tehachapi et leur extension au travers de la chaîne montagneuse des Transverse Ranges jusqu'au Point Conception côté mer. Et si, dans une certaine mesure, la faune et la flore changent de part et d'autre de cette frontière, ce sont surtout les comportements humains qui diffèrent. À l'est, la région est définie par la Sierra Nevada, chaîne montagneuse qui stoppe les pluies et donne à la biorégion sèche du Nevada son caractère. Au nord, la chaîne volcanique des Cascades et les anciennes formations géologiques des Monts Klamath séparent la biorégion de l'Oregon. Le long de la côte, les frontières sont plus floues, même s'il semble qu'une ligne se dessine à la limite nord de la forêt côtière de Redwood, sur le fleuve Chetco.

Du point de vue biologique, la province biotique californienne, qui forme le cœur de la biorégion, est non seulement unique mais aussi incroyablement riche – un véritable refuge pour nombre d'espèces cachées, rempli de formes animales et végétales endémiques. C'est une région au climat méditerranéen tout à fait unique en Amérique du Nord, à la fois un lieu où peuvent survivre des espèces autrefois omniprésentes et un territoire où ont évolué d'autres formes de vie distinctes. Du point de vue anthropo-

logique, il s'agit aussi d'un cas unique, d'un refuge pour une grande variété de non-agriculteurs au sein d'un continent où l'agriculture est devenue prépondérante.

Durant le siècle et demi pendant lequel une société d'envahisseurs a occupé la Californie du Nord, les géomètres, à travers la division des terres qu'ils réalisèrent, ont donné un certain sens au lieu. Nous en savons plus à propos du cadastre qu'à propos de la vie qui se meut sur, sous et au travers des terres cadastrées. Les gens sont bombardés d'informations à propos du prix monétaire des choses, mais ils n'apprennent que rarement quoi que ce soit sur leur coût planétaire réel. On les encourage à mesurer la dimension des choses sans rien leur apprendre de leur place dans la continuité de la vie biorégionale.

Au sein de la biorégion se trouve un bassin-versant majeur, celui du système hydrologique du Sacramento-San Joaquin, qui draine les eaux de toute la Sierra Nevada, des chaînes montagneuses côtières des Cascades, pour s'écouler par les larges plaines de la Vallée Centrale. Sur les côtes, de plus petits bassins-versants sont significatifs : ceux des fleuves Salinas, Russian, Eel, Mad, Klamath et Smith. Le fleuve Klamath est atypique puisqu'il draine les eaux d'une aire géographique appartenant à une biorégion différente. C'est également le cas de la rivière Pit, qui rejoint le Sacramento. Ces exceptions mises à part, lire les différents systèmes hydrologiques aide à définir et caractériser la vie d'une même biorégion, de même que les caractéristiques des bassins-versants font apparaître les nécessités que ceux qui voudraient vivre *in situ* doivent s'employer à reconnaître.

Notre vraie « période de découverte » vient seulement de débiter. La biorégion est à peine reconnue dans les travaux sur les interrelations entre les systèmes de vie qui la composent. Savoir si nous pourrions continuer à vivre ici est toujours un mystère angoissant. Combien de personnes une biorégion peut-elle supporter sans s'auto-détruire encore plus ? Quels genres d'activité devraient être encouragés ? Lesquels sont trop désastreux pour être maintenus ? Comment les gens pourraient-ils s'approprier les critères biorégionaux de manière à ressentir ces derniers comme des règles existant pour le bien-être de tous plutôt que comme un ensemble contraignant de lois imposées ?

Les bassins-versants naturels pourraient être reconnus comme les éléments autour desquels les communautés s'organisent en premier lieu. Le réseau des sources, des ruisseaux et des rivières s'écoulant dans une zone spécifique exerce une influence de premier ordre sur toute vie non humaine à un endroit donné ; c'est l'empreinte la plus fondamentale de toute vie locale. Les inondations et les sécheresses de la Californie du Nord nous rappellent que les bassins-versants affectent la vie humaine elle aussi, mais leur influence globale est plus discrète et diffuse. Les communautés indigènes s'étaient installées à proximité des ressources, et les limites entre tribus étaient souvent définies par les limites des bassins-versants. Les campements des colons ont suivi le même modèle, expropriant souvent les groupes indigènes dans le but de protéger leur propre accès à l'eau.

Ainsi, les communautés réhabilitantes devraient prioritairement mener des actions pour bien définir les bassins-versants locaux, restreindre la croissance et le développement humain pour qu'il corresponde aux limites des ressources en eau, veiller à la conservation de ces réserves et à la restauration du libre cours des affluents qui ont été bloqués et au nettoyage de ceux qui ont été pollués, ou encore mener des recherches sur les interactions avec le système hydrologique plus large. En tout cela, les réhabilitants pourraient à la fois se centrer sur les bassins-versants et en être les responsables.

De tout temps, les peuples ont été des membres à part entière de la vie biorégionale. La plupart du temps, ils avaient un effet positif sur les autres formes de vie qui partageaient ces lieux. En décrivant de quelle façon pas moins de 500 « républiques » tribales distinctes ont pu vivre côte à côte en Californie pendant plus de 15 000 ans, sans hostilité sérieuse ni perturbation des écosystèmes environnants, Jack Forbes mit à jour, en 1971, une différence majeure entre habitants et envahisseurs.

Les peuples autochtones de Californie [...] ne se considéraient pas vraiment comme des individus autonomes et indépendants. Ils s'envisageaient comme étant profondément liés avec d'autres gens (et avec les formes environnantes de vies non humaines) au sein d'un réseau vivant interconnecté



et complexe, c'est-à-dire, une vraie communauté [...]. Toutes les créatures et les choses étaient [...] frères et sœurs. De cette idée provient le principe fondamental de non-exploitation, de respect et de révérence pour toutes les créatures, un principe extrêmement hostile au type de développement économique, mortifère pour les mœurs humaines, que conçoivent typiquement les sociétés modernes. (Je pense que c'est ce principe plus que tout autre qui permet de conserver la Californie dans son état naturel pendant plus de 15 000 ans; et la violation de ce même principe qui, en un siècle et demi, a mené la Californie au seuil de la destruction.) (3).

Les réhabilitants sont aussi différents des envahisseurs que ceux-ci ne l'étaient des habitants originels. Ils veulent se fondre dans le lieu, ce qui requiert une préservation de celui-ci. Leurs objectifs les plus fondamentaux sont de restaurer et de conserver les bassins-versants, la couche arable de la terre et les espèces locales : des éléments absolument nécessaires à une existence *in situ* parce qu'ils déterminent les conditions essentielles en matière d'eau, de nourriture et de stabilité de la biodiversité. Leur but peut inclure le développement de cultures biorégionales

(3) Jack D. Forbes, « The native American experience in California history », *California Historical Quarterly*, L, 3, septembre 1971, p. 234-242,

contemporaines capables de célébrer la continuité de la vie où ils vivent, et de nouvelles formes de participations inter-régionales avec d'autres cultures basées sur notre appartenance mutuelle, en tant qu'espèce, à la biosphère. Transiter vers une société réhabitante, toutefois, requiert des changements fondamentaux dans la direction prise par les actuels systèmes économiques, politiques et sociaux.

Économies

D'un point de vue biologique, la Californie du Nord est riche – peut-être la plus riche de toutes les biorégions nord-américaines. Son économie actuelle est globalement fondée sur l'exploitation de cette richesse dans le but de générer un maximum de profits à court terme. Les systèmes naturels qui créent les conditions d'abondance de la région existent à la fois sur le court et le long terme. Il y a de l'eau, et il en a à nouveau chaque année. Il y a des sols riches, mais il a fallu des milliers d'années pour qu'ils se forment. Il y a toujours de grandes forêts, mais elles ont eu besoin de centaines d'années pour pousser ; et aucune ne s'est vraiment remise des coupes rases qui ont eu lieu au cours des siècles.

Des processus économiques réhabitants rechercheraient le nécessaire plutôt que le profit. Ils pourraient être plus efficacement nommés processus *écologiques*, puisque leur objet est de maintenir une continuité dans les systèmes vivants naturels, tout en en profitant et en les utilisant pour vivre. La plupart des formes actuelles d'activités économiques qui dépendent des conditions biorégionales naturelles pourraient se poursuivre au sein d'une société réhabitante, mais elles devraient se transformer pour pouvoir prendre en compte les variations entre court et long terme au sein de leurs cycles.

La Vallée Centrale californienne est devenue un des centres nourriciers de la planète. L'agriculture s'y développe aujourd'hui à une échelle gigantesque ; des milliers de km² y sont cultivés en permanence pour produire plusieurs récoltes annuelles. Des équipements lourds, alimentés par les énergies fossiles, sont présents à toutes les étapes du processus, et de plus en plus d'engrais artificiels sont utilisés. C'est une région naturellement productive. La Californie du Nord possède un climat tempéré, un apport constant en

eau et ses terres comptent parmi les plus riches de toute l'Amérique du Nord. Mais une agriculture à une telle échelle est intenable sur le long terme. Le prix des énergies fossiles et des engrais chimiques ne fera qu'augmenter, tandis que les sols s'épuiseront progressivement.

Nous avons besoin d'une redistribution massive des terres au profit d'exploitations agricoles plus petites. Celles-ci tableraient sur la valeur nutritionnelle des cultures et sur la préservation des sols, développant des alternatives aux énergies fossiles et des systèmes de distribution de plus petite échelle. Plus de gens seraient impliqués, créant de fait des emplois et allégeant ainsi la population à charge pour les villes.

Il faut permettre aux forêts de se reconstruire. La coupe rase ruine la capacité des forêts à se constituer comme des ressources renouvelables sur le long terme. Une reforestation organisée selon les bassins-versants ainsi que des projets de restauration des ruisseaux sont nécessaires partout où l'exploitation forestière moderne a été entreprise. La coupe des arbres telle que pratiquée aujourd'hui génère de nombreux déchets ; sommets, souches et branches sont laissés sur place, tandis que les troncs sont transportés pour être transformés et revendus dans la région. Les artisans capables d'utiliser toutes les parties de l'arbre devraient être employés pour faire un usage optimal des matières tout en favorisant l'emploi d'un plus grand nombre de personnes dans la région. Les pêcheries doivent être protégées avec précaution. Elles fournissent un support de vie à long terme riche en protéines si elles sont bien utilisées, mais peuvent épuiser rapidement ces « niches » biologiques si elles sont mal gérées. Pêcher du poisson et prendre soin des pêcheries sont à voir comme les deux faces d'une même pièce.

La conscience réhabilitante peut multiplier les opportunités d'emplois au sein d'une biorégion. Les nouveaux voisinages réhabilitants pourraient être fondés sur l'échange d'informations, le projet coopératif, la mise en place de réseaux de travail ou d'outils *intra* et *inter*-biorégionaux, et la constitution de médias axés sur la biorégion et ses bassins-versants plutôt que sur la ville et la consommation. Une telle configuration pourrait remplacer la centralisation actuelle par une multitude de décentralisa-

tions. L'objectif d'une restauration et d'une conservation des bassins-versants, des sols et des espèces originaires d'un lieu invite à la création de nombreux emplois, ne serait-ce que pour réparer les dégâts biorégionaux déjà perpétués par la société des envahisseurs.

Politiques

Depuis l'occupation espagnole, c'est toute une succession de super-identités aliénantes qui a progressivement obscurci la singularité de la vie biorégionale de la Californie du Nord. La spécificité du lieu dans lequel il était question de vivre n'était tout simplement pas perçue.

Premièrement, l'endroit fut considéré comme une région de la Nouvelle-Espagne : une dénomination qui ne dit rien de ce lieu précis et qui agglomérait une douzaine de biorégions tout autour des Caraïbes n'ayant que peu de rapport avec elle. Ensuite, « California », qui était le nom donné à une île dans une fiction écrite au 16^e siècle par un écrivain espagnol, devint le nom que l'on colla un peu grossièrement à la biorégion quand elle fut rattachée à la partie océanique de la Nouvelle-Espagne. Le territoire de l'« Alta California » s'approcha alors approximativement de la biorégion, mais par accident uniquement : les Espagnols ne cherchaient qu'à témoigner de leur avancée au-delà la « Baja California ». Par la suite, vers le début du 19^e siècle, le Mexique la posséda (comme la moitié de la partie ouest des États-Unis), mais, dès le milieu de ce siècle, presque toute la biorégion fut incluse dans la partie annexée aux territoires mexicains appelés « California ». Or, ceux-ci englobaient un ensemble de régions totalement étrangères les unes aux autres, dont le désert du Grand Bassin et d'autres zones sèches similaires au bas des Monts Tehachapi.

La biorégion qui existe au sein de ce qui est communément appelé Californie du Nord peut maintenant être considérée comme un tout séparé du reste et, dans une optique de réhabilitation du lieu, devrait avoir sa propre identité politique. Il ne fait aucun doute que tant qu'elle appartiendra à un État plus grand, elle sera sujette aux revendications que la Californie du Sud avance sur des questions qui concernent son propre bassin-versant. Sa rivière coule déjà dans les canalisations de Los Angeles ; le contrôle des

usages dans la Vallée Centrale est lui-même chapeauté par des réglementations qui servent les intérêts des monocultures du Sud. Or, d'un point de vue réhabitant, ces deux faits représentent des menaces mortelles pour la biorégion. Les élections de ces dernières décennies ont fait apparaître de grandes divergences d'opinion entre le Nord et le Sud de la Californie. Il y a fort à parier que cette différence s'accroîtra avec les années, augmentant encore la pression des masses de population du Sud sur les problématiques biorégionales vitales du Nord.

La biorégion ne peut pas être traitée au regard de ses propres processus de continuité de la vie tant qu'elle n'est qu'une partie d'un ensemble plus large qui l'administre et la gouverne. Elle doit devenir un État séparé. En tant qu'État distinct, la biorégion pourrait reconfigurer ses frontières politiques pour créer des gouvernements à la fois liés à des bassins-versants précis et en même temps appropriés au maintien des lieux de vie locaux. Les conflits entre les villes et le pays pourraient être résolus sur des bases biorégionales. Peut-être que le plus grand avantage d'un État séparé serait la possibilité de proclamer l'existence d'un lieu au sein duquel chacun serait considéré comme membre d'une espèce partageant la planète avec toutes les autres.

Traduit de l'américain
par Mathias Rollot

Note de traduction

Quatre versions de ce texte existent. Historiquement, sa toute première version est signée de Peter Berg seul, et s'intitule : « Strategies for reinhabiting the Northern California bioregion ». Paru dans la jeune revue *Seriatim. Journal of Ecotopia* en 1976, ce texte « déconcertant » – selon la critique de l'époque –, comporte l'une des premières occurrences historiques du terme de « biorégion ». Il est aujourd'hui disponible dans un recueil des principaux écrits de Peter Berg (4). C'est sur les conseils de Raymond Dasmann, qui entreprit une réécriture partielle du texte, et grâce à sa position reconnue dans le milieu scientifique, que ce premier article de Berg put paraître dans la revue à la renommée internationale *The Ecologist* dès l'année suivante (5).

(4) Peter Berg, *The biosphere and the bioregion*, Cheryl Glotfelty & Eve Quesnel (eds.), Londres, Routledge, 2015, p. 263-270.

(5) « Reinhabiting California », *The Ecologist*, VII, 10, décembre 1977.

(6) Dont Van Andruss et al. (eds.), *HOME! A bioregional reader*, Philadelphie, New Society Publishers, 1990, p. 35-38; David Pepper, *Environmentalism: Critical concepts*, Londres, Routledge, vol. 2, 2003, p. 231-236.

Une version augmentée de plusieurs paragraphes et remaniée par endroits fut par la suite publiée dans le premier ouvrage édité par la Planet Drum Foundation de Peter Berg et Judy Goldhaft en 1978, *Reinhabiting a separate country: A bioregional anthology of Northern California*. Cette version, qui est ici traduite, peut être considérée comme le résultat le plus abouti de la collaboration entre Berg et Dasmann. Enfin, une dernière version plus courte, et encore différemment remaniée, parut tardivement dans plusieurs autres publications (6).

Le traducteur tient à remercier chaleureusement Judy Goldhaft pour son autorisation de traduire le texte et son implication dans ce projet; Alice Weil pour son aide, sa relecture et ses corrections, et Ken Rabin pour ses précieux conseils de traduction.

« Il faut faire coïncider la notion de territoire avec celle de subsistance »

Nicolas Truong



FANNY MICHAELIS

[Séries d'été 2018 long format](#)

Publié le 20 juillet 2018 à 17h51, modifié le 23 juillet 2018 à 12h04

Article réservé aux abonnés

Entretien *Etre nature* (1/7). Pour le sociologue Bruno Latour, il est urgent de transformer les questions d'écologie en questions de territoire afin de sortir de la crise politique et environnementale.

Invité aux Controverses du *Monde* au Festival d'Avignon, le sociologue Bruno Latour explique comment sortir de l'impuissance politique face aux dévastations écologiques.

Les alertes lancées par des scientifiques contre la destruction de la biosphère se multiplient. Plus de 15 000 d'entre eux, issus de 184 pays, ont mis en garde dans la revue « BioScience », dont « Le Monde » a publié l'appel le 14 novembre 2017, du danger de voir l'humanité pousser « les écosystèmes au-delà de leurs capacités à entretenir le tissu de la vie » et ont sommé les responsables politiques de tout mettre en œuvre pour « freiner la destruction de l'environnement ». Pourtant, rien ne semble se passer. Pourquoi un tel décalage entre l'urgence de l'alerte et l'absence de prise de décision des politiques ?

Quand on lit en première page du *Monde* un titre comme celui du 14 novembre 2017 – « *Il sera bientôt trop tard...* » –, dans une police prévue pour le déclenchement d'une guerre atomique, et que dans l'édition du lendemain aucune mobilisation particulière n'est annoncée, cela perturbe gravement.

Dans les pages « Planète », vous multipliez les alertes par les scientifiques. Un jour, ce sont les insectes ; un autre jour, ce sont les sols qui disparaissent ; ensuite, c'est la disparition du trait de côte. Et dans les pages « Politique », il ne se passe rien, ou pas grand-chose.

A force, comment voulez-vous que nous réagissions ? Toutes ces nouvelles qui n'entraînent aucune réaction, cela finit par nous miner. Ou bien les pages « Planète » ont raison, mais alors, pourquoi ne pas réagir ? Ou alors, si nous ne réagissons pas, c'est que ces pages racontent n'importe quoi. C'est la raison principale, d'après moi, du scepticisme pratique sur les questions écologiques : des alertes non suivies d'effet entraînent forcément le doute sur leur validité. « A force de crier au loup... »

Autrefois, les scientifiques étaient les gens rassés et les politiques, ou les citoyens, les gens qui s'agitaient en tous sens. Aujourd'hui, c'est le contraire : ce sont les scientifiques qui s'agitent, qui s'angoissent, qui alertent, et ce sont les politiques, vous, moi, qui restent froids comme des concombres. J'exagère évidemment en disant que l'écologie fait bâiller d'ennui. Beaucoup de gens se sont mobilisés. En un sens, tout le monde sait parfaitement à quoi s'en tenir. Ce qui mine de l'intérieur, ce qui rend fou, c'est la déconnexion entre l'ampleur des découvertes scientifiques et l'impuissance où nous nous trouvons de les métaboliser et d'en faire de l'action politique à la bonne échelle. C'est une affliction psycho-morale : l'impuissance croît en proportion de l'imminence des catastrophes.

Pourquoi les émotions mises en jeu ne sont-elles pas les mêmes selon que l'on demande à la population de défendre la nature (elle bâille d'ennui, dites-vous) ou de défendre son territoire (là, elle se mobilise,

assurez-vous) ?

Ma solution est grossière mais elle est à la mesure de l'urgence : arrêtons un moment de parler d'écologie, de nature, de salut de la planète, de protection de la biosphère. Pourquoi ? Parce que cela renvoie toujours à quelque chose d'extérieur, quelque chose que l'on considère comme à travers une vitre, qui nous concerne peut-être, mais à la marge. Vous aurez remarqué qu'il en est tout autrement dès qu'on parle de territoire. Si je vous dis : « Votre territoire est menacé », vous dressez l'oreille. Si je vous dis : « Il est attaqué », vous êtes tout feu tout flamme pour le défendre.

« La différence est énorme dans les réactions suscitées entre défendre la nature et défendre un territoire, et c'est cette différence qui m'intéresse »

La différence est énorme dans les réactions suscitées entre défendre la nature et défendre un territoire, et c'est cette différence qui m'intéresse. Car évidemment, dans la plupart des cas, les deux alertes pointent vers des phénomènes qui sont strictement les mêmes.

Si je dis à un agriculteur : « Votre sol aura disparu dans dix ans », est-ce que je parle de la nature, dont il se fiche comme de sa première récolte, ou de son territoire, qu'il est prêt à défendre bec et ongles ? Des deux, bien sûr. Le problème, évidemment, c'est que nous n'avons à peu près plus aucune idée de ce qu'est le territoire sur lequel nous vivons. Si bien que ce même agriculteur va se rendre malade en détestant les écologistes, qu'il croit être ses ennemis, tout en assistant, impuissant, à la disparition de son sol.

Ma conviction est qu'il faut transformer toutes les questions que l'on attribuait naguère à l'écologie dans des questions de territoire, d'occupation et de défense des sols. Ce qui était extérieur, la nature, il faut la faire passer sous vos pieds, le territoire. Et là, on regarde comment les gens vont réagir. C'est dangereux de dire les choses ainsi, parce que ça flirte un peu avec la pensée dite réactionnaire, mais c'est un passage essentiel.

Pourquoi les « réacs », comme les « progressistes », se trompent-ils ?

Parce que justement, la question du territoire permet de rebattre les cartes des positions, et donc tous les affects politiques. Quand nous avions l'œil sur la globalisation, l'intérêt pour le territoire était considéré comme négatif, comme une preuve d'archaïsme, d'attachement ancestral et, en effet, réactionnaire.

Mais maintenant que la globalisation est mise en doute, faute de territoire, je veux dire faute d'une terre assez vaste pour contenir tous les rêves de modernisation, brusquement, dans tous les pays à la fois, voilà que l'on prétend revenir aux frontières des anciens territoires nationaux. C'est vrai aux Etats-Unis comme dans le Royaume-Uni du Brexit, aussi bien qu'en Italie, en Hongrie, etc.

« S'il y a un piège dans lequel il ne faut pas tomber, c'est de croire que le seul choix serait entre la globalisation sans terre habitable et l'Etat-nation sans définition concrète d'un sol réel »

Mais ce retour au territoire est encore plus une fiction que la globalisation. Il est national, il est défini par des frontières étanches, il n'a économiquement aucun sens concret et, évidemment, du point de vue de toutes les choses qui définissent réellement un sol, un terrain, un lieu de vie, il est d'une totale abstraction. Vous n'allez pas faire tenir la question du climat dans les frontières de l'Etat-nation. Pas plus que celle des

migrations.

S'il y a donc un piège dans lequel il ne faut pas tomber, c'est de croire que le seul choix serait entre la globalisation sans terre habitable et l'Etat-nation sans définition concrète d'un sol réel. C'est pourquoi je propose de parler du « terrestre » : le terrestre est un troisième pôle, un troisième attracteur si vous voulez, qui est défini tout simplement par le fait que vous faites coïncider les notions de territoire avec celle de « subsistance ». A partir de ce moment, tout peut commencer à changer.

Pourquoi la question de la subsistance viendrait-elle modifier la répartition des affects politiques entre gauche et droite ?

Il faut que vous acceptiez de prendre les choses à l'envers : un territoire, ce n'est pas la circonscription administrative, par exemple la ville d'Avignon, c'est ce qui vous permet de subsister. Etes-vous capables de définir ce qui vous permet, vous, de subsister ?

Si oui, alors je prétends que la liste que vous pouvez dresser de vos conditions de subsistance définit le territoire que vous habitez. Peu importe si vous devez y inclure des éléments répartis sur la Terre entière. Ce n'est pas l'espace qui définit un territoire mais les attachements, les conditions de vie. Et j'ajouterais que vous avez un territoire si vous pouvez le visualiser et, bien sûr, que vous tentez de le faire prospérer et de le défendre avec et contre d'autres qui veulent se l'approprier.

Des questions liées : subsistance, visualisation, protection et défense. Mais supposez que vous n'avez aucune idée précise de ce qui vous permet de subsister, ou une idée tellement abstraite que vous restiez suspendu en l'air, pratiquement hors sol, quand je vous pose la question : « Qui êtes-vous, que voulez-vous, où habitez-vous ? » Eh bien, je prétends que n'ayant pas de monde concret à décrire, vous êtes devenus incapables de définir vos « intérêts » et qu'ainsi, vous ne pourrez plus articuler aucune position politique vaguement défendable. Je prétends que la situation actuelle de retour général à l'Etat-nation derrière des murs vient directement de cette totale impossibilité de préciser quels intérêts on défend. Comment avoir des intérêts si vous ne pouvez pas décrire votre monde ?

L'exemple du Brexit peut servir d'illustration : vous bénéficiez des crédits européens et vous votez contre l'Europe : pourquoi ? Parce que vous n'avez pas pu décrire concrètement ce qui vous permet de subsister.

Je peux maintenant répondre à votre question sur la politique : si les partis ont quasiment disparu à gauche comme à droite, c'est parce qu'ils sont devenus incapables de décrire les conditions de subsistance, et donc les conflits de subsistance, de leurs mandants. Pas de monde, pas d'intérêt, pas de politique, c'est aussi simple que ça. C'est pourquoi je suis obsédé par cette affaire de description.

Vous allez jusqu'à dire que de nouveaux cahiers de doléances permettraient de sortir de la crise environnementale...

Parce qu'il y a dans l'épisode des cahiers de doléances de janvier à mai 1789 exactement l'opération d'autodescription qui manque aujourd'hui. On demande à des gens de décrire leur territoire de subsistance en même temps que les injustices qu'ils y détectent et les moyens d'y mettre fin, c'est-à-dire la doléance. La

doléance, c'est le contraire de la plainte inarticulée. C'est un cahier qui décrit les injustices – les amis et les ennemis si vous voulez – et qui propose des réformes, mais après avoir décrit avec une extrême minutie comment ceux qui le rédigent font pour subsister.

« Sans description préalable des conditions de vie, personne n'a d'idée particulière sur ce qu'il convient de faire »

Aussitôt que la description devient précise, les conflits apparaissent, les lignes de front se dessinent, on peut mouliner de la politique, alliances et retournements compris. Cela n'a rien à voir ni avec l'enquête objectivante faite de l'extérieur par des statisticiens de passage – les 60 000 cahiers de 1789 sont autant d'autodescriptions – et cela n'a rien à voir non plus avec de la démocratie participative – « Quelles sont vos idées sur ce qu'il faudrait faire ? ». Sans description préalable des conditions de vie, personne n'a d'idée particulière sur ce qu'il convient de faire. Avoir une position politique, ça dépend d'un travail. Ça ne se communique pas par des tweets.

D'après les historiens de l'époque, l'autoconstitution du peuple français vient en grande partie de cette procédure. C'est la raison de mon intérêt pour elle : peut-on, en période de réaction généralisée, recharger la politique en permettant aux gens de décrire à nouveau ce qui leur permet de subsister, et donc d'avoir des intérêts, et donc des doléances, et donc une position politique. C'est tout ce processus que je nomme « retour au territoire ». Cela n'a rien à voir évidemment avec le « retour à la terre », de triste mémoire...

Comment pourriez-vous vérifier si vos hypothèses sont exactes et si cela permettrait à des gens de retrouver, grâce à la description, une quelconque assise politique ?

Si vous m'autorisez à distribuer aux festivaliers qui sont assis devant nous un très simple questionnaire, avec juste trois questions, et que vous leur laissez une heure ou deux pour y répondre, je vous parie que nous les transformons en partie en une assemblée politique de doléance, simplement parce qu'ils devront se concentrer de nouveau sur cette question de subsistance. Evidemment, le groupe que nous formons ce matin est tout à fait artificiel, personne ne nous a convoqués et personne ne m'a mandaté, mais nous pouvons en faire une approximation. D'ailleurs, à Avignon, si c'est un peu du théâtre, cela ne peut pas être retenu contre nous !

« Ne nous précipitons pas sur la version agrégée de la politique avant d'avoir réussi à nous situer sur un territoire concret »

Ce qui compte, c'est de bien remplir la première question (faites la liste des entités qui assurent votre subsistance) avant de vous précipiter sur la dernière (faites la liste de ce ou ceux qui vous empêche(nt) de prendre soin de votre territoire).

J'ai fait déjà plusieurs fois de tels exercices et je sais que sans cela, les premiers participants vont se précipiter l'un pour dire qu'il faut d'abord « renverser le capitalisme », et le suivant qu'il faut « sauver la planète ». L'exercice est tout différent. Ne nous précipitons pas sur la version agrégée de la politique avant d'avoir réussi à nous situer sur un territoire concret. L'image de la politique, il faut la recomposer pixel après pixel. N'ayez crainte, tout ce que vous vouliez défendre en parlant de nature s'y retrouvera forcément.

Bruno Latour est philosophe et sociologue des sciences, professeur émérite associé au Médialab de Sciences Po. Il a écrit de nombreux ouvrages et articles sur l'anthropologie du monde moderne et sur notre relation à la nature : « Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie » (La Découverte, 1999), « Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique » (La Découverte, 2015). Son dernier livre, « Où atterrir ? Comment s'orienter en politique » (La Découverte, 2017) est une réflexion sur les moyens intellectuels et politiques de changer un monde où les hommes sont « privés de terre ».